

Le manque criant de données sur la pandémie de la COVID-19 au Québec à la veille du déconfinement

Il y a quelques jours, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé l'octroi de 10 millions de dollars pour une initiative visant à coordonner la collecte des données relatives à la COVID-19 ainsi que leur diffusion à travers le pays. S'il faut se réjouir de cette importante initiative qui portera certes ses fruits à moyen et long termes, l'urgence de la situation actuelle demande de combler à très court terme le manque criant de données sur la COVID-19.

Pour le moment, les statistiques à l'échelle canadienne sur la COVID-19 se limitent souvent au nombre total de cas positifs confirmés, d'hospitalisations, de personnes aux soins intensifs, de décès et de personnes rétablies. Sauf pour l'Alberta et l'Ontario, les informations diffusées au niveau provincial, y compris au Québec, ajoutent seulement des données des cas infectés et des décès regroupées dans des groupes d'âge inutilement larges et sans parfois préciser le sexe. Par ailleurs, toute comparaison dans le temps est difficile car les procédures de test et les définitions pour identifier les cas positifs ont évolué.

Pour guider l'élaboration de politiques et d'actions collectives dans le contexte du déconfinement progressif, des informations précises sont nécessaires en ce qui a trait au profil détaillé (par âge et par sexe):

1. des personnes qui ont été testées positives et négatives pour la maladie;
2. des personnes infectées par la COVID-19 qui nécessitent une hospitalisation et une thérapie intensive;
3. des personnes décédées (COVID-19 et ensemble des décès).

Les données sur la COVID-19 s'accumulent à une vitesse vertigineuse dans plusieurs pays selon différents niveaux de juridiction (national, régional, municipal) et se voient largement diffusées, jusqu'au grand public, mais au Québec ils n'ont souvent été diffusées qu'au compte-gouttes. Par ailleurs, les critères de dépistage ne sont plus clairs et la collecte des informations sur les cas infectés semble maintenant restreinte aux malades dans les hôpitaux et au personnel de la santé. Tout ceci rend difficile

toute comparaison avec les données antérieures et limite grandement leur utilisation pour comprendre la diffusion du virus sur le territoire.

Alors qu'on peut accéder à des données précises sur la pandémie pour plusieurs pays d'un simple clic et que des journaux comme le *New York Times*, *Le Monde* ou *The Economist* arrivent à publier des analyses sophistiquées sur les surplus de mortalité dus à la Covid-19, on cherche désespérément ces informations ici. Un journaliste de La Presse a d'ailleurs dû faire preuve de beaucoup de débrouillardise lorsqu'il a récemment appelé les maisons funéraires pour estimer le surplus de mortalité à Montréal. Récemment, un article du *Lancet* exhortait justement les organismes gouvernementaux responsables de la collecte des données de mettre à la disposition du public l'information sur les décès sur une base hebdomadaire, stipulant que des données par sexe et par groupe d'âge d'au plus cinq ans, étaient essentielles.

En définitive, notre analyse de l'évolution de la pandémie, surtout dans le contexte du déconfinement progressif annoncé à partir du 11 mai, doit s'appuyer sur des données récentes de manière à tenir compte du contexte démographique particulier du Québec. L'urgence de la situation demande à ce que tous les moyens soient déployés dans les plus brefs délais pour rendre ces données accessibles à tous et préserver ainsi l'adhésion de la population aux directives pour faire face à la pandémie actuelle.

Étant donné l'importance de données détaillées, précises et accessibles pour projeter l'évolution d'une pandémie de l'ampleur que nous connaissons présentement, ainsi que pour déterminer les lignes directrices d'un déconfinement progressif et réussi, le gouvernement du Québec se doit de pallier cette situation le plus rapidement possible.

Simona Bignami, Département de démographie, Université de Montréal, et CIRANO

Alain Gagnon, Département de démographie, Université de Montréal

Yves Carriere, Département de démographie, Université de Montréal

Robert Bourbeau, Département de démographie, Université de Montréal

Sarah Brauner-Otto, Center for Population Dynamics, McGill University

Amelie Quesnel-Vallée, Center for Population Dynamics, McGill University

Nadia Sourial, Department of Medicine, McGill University

Ari Van Assche, Département des affaires internationales, HEC Montréal et CIRANO

Pierre-Carl Michaud, Département d'économie appliquée, HEC Montréal et CIRANO